



**PRÉFET
DU PUY-DE-DÔME**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
d'Auvergne-Rhône-Alpes**

Unité interdépartementale Cantal/Allier/Puy de Dôme
7 rue Léo Lagrange
63000 Clermont-Ferrand

Clermont-Ferrand, le 16/01/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 17/01/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

ECOVERT BOILON SARL

Domaine de la Tour
63190 Lempty

Références : 202501010-RAP-63-0036-inspection_Boilon_Vfin.odt

Code AIOT : 0005602158

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 17/01/2025 dans l'établissement ECOVERT BOILON SARL implanté Les Gravières 63350 Culhat. L'inspection a été annoncée le 16/12/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette inspection s'inscrit dans le plan de contrôle pluriannuelle de la Dreal.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ECOVERT BOILON SARL
- Les Gravières 63350 Culhat
- Code AIOT : 0005602158
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société ECOVERT BOILON exploite à CULHAT une plate-forme de compostage de déchets organiques d'origine végétale et/ou animale autorisée par arrêté préfectoral n° 12/01651 du 2 août 2012, modifié par arrêté préfectoral complémentaire n° 13/02176 du 6 novembre 2013.

Les déchets compostés actuellement sont des déchets verts, refus de crible, céréales, biodéchets, boues de station d'épuration ainsi que du lactosérum.

Thèmes de l'inspection :

- Déchets

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
9	moyens de lutte incendie	Arrêté Préfectoral du 02/08/2012, article 7,5,2,1	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
11	conditions de stockage	Arrêté Préfectoral du 02/08/2012, article 8,3,3	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	6 mois
12	biofiltre	Arrêté Préfectoral du 02/08/2012, article 8,3,7	Demande d'action corrective	3 mois
14	stockage de bois	Arrêté Préfectoral du 02/08/2012, article 1,2,1	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	6 mois
15	Evolution de l'installation Régularisation	Arrêté Préfectoral du 02/08/2012, article 1,5,1	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	6 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	accès installation	Arrêté Préfectoral du 02/08/2012, article 2,1,3	Sans objet
2	contrôle des entrants	Arrêté Préfectoral du 02/08/2012, article 2,1,4	Sans objet
3	émissions olfactives	Arrêté Préfectoral du 02/08/2012, article 3,1,2,1	Sans objet
4	surveillance odeurs	Arrêté Préfectoral du 02/08/2012, article 3,1,2,3	Sans objet
5	eaux de ruissellement	Arrêté Préfectoral du 02/08/2012, article 4,3,1	Sans objet
6	rétenion eaux incendie	Arrêté Préfectoral du 02/08/2012, article 4,3,3	Sans objet
7	sécurité électrique	Arrêté Préfectoral du 02/08/2012, article 7,2,3	Sans objet
8	sécurité incendie	Arrêté Préfectoral du 02/08/2012, article 7,3,2	Sans objet
9	moyens de lutte incendie	Arrêté Préfectoral du 02/08/2012, article 7,5,2,1	Sans objet
10	entrants	Arrêté Préfectoral du 02/08/2012,	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
		article 8,2,2	
13	bilan annuel	Arrêté Préfectoral du 02/08/2012, article 8,3,6	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant devra prendre les dispositions organisationnelles et techniques pour se mettre en conformité sur les points suivants :

- **Constat n°9 : Moyens de lutte incendie** - Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/08/2012 article : 7,5,2,1
- **Constat n°11 : Stockage de bois** - Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/08/2012 article : 1,2,1
- **Constat n°14 : Evolution de l'installation** - Régularisation - Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/08/2012 article : 1,5,1
- **Constat n°15 : Conditions de stockage** - Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/08/2012 article : 8,3,3

2-4) Fiches de constats

N° 1 : accès installation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/08/2012, article 2,1,3
Thème(s) : Risques accidentels, contrôle d'accès
Prescription contrôlée : Référence réglementaire : AP du 2 août 2012 modifié art 2.1.3 accès aux installations L'accès aux installations est limité et contrôlé, le site est entouré d'un grillage d'une hauteur de 2m afin de garantir la sécurité et le contrôle des entrées. Voir 7.2.1.2
Constats : Les accès sont contrôlés par badge ou par l'agent qui est présent sur site durant les heures d'ouverture.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : contrôle des entrants

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/08/2012, article 2,1,4
Thème(s) : Risques accidentels, radioactivité
Prescription contrôlée : Référence réglementaire : Détection de rayonnements ionisants Article 2.1.4. de l'AP du 2 août 2012 modifié

<p>Toute admission de déchets autres que des déchets végétaux fait l'objet d'un contrôle de la non radioactivité du chargement ; les installations sont équipées d'un détecteur de rayonnements ionisants permettant de contrôler de façon systématique chaque chargement de déchets entrants autres que les déchets verts.</p> <p>Le dispositif de détection est étalonné au moins une fois par an par un organisme dûment habilité ;</p> <p>l'étalonnage est précédé d'une mesure de bruit de fond ambiant.</p> <p>L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les documents nécessaires à la traçabilité des opérations de contrôle, de maintenance et d'étalonnage réalisées sur le dispositif de détection.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le dernier contrôle du radiamètre date du 18 mars 2024 par Ichup. Le pv de vérification est consulté en séance.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 3 : émissions olfactives

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/08/2012, article 3,1,2,1</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, exploitation et maintenance</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Référence réglementaire : AP du 2 août 2012 modifié</p> <p>art 3.1.2.1 limitation des nuisances olfactives</p>
<p>Constats :</p> <p>Le curage des bassins est fait selon le niveau de remplissage de boues, comme après un gros épisode pluvieux qui entraîne de la matière aux bassins de lixiviats. Selon l'exploitant, les regards sont curés régulièrement.</p> <p>La fiche de suivi des entretiens est présentée en séance (curage des regards tous les mois, et vidange des bassins deux fois par an)</p> <p>A ce jour, aucune plainte sur les éventuelles nuisances olfactives n'a été signalée au niveau des services de la Dreal.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 4 : surveillance odeurs

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/08/2012, article 3,1,2,3</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, contrôle extérieur des débits d'odeurs</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Référence réglementaire : AP du 2 août 2012 modifié</p> <p>art 3.1.2.3 contrôle débits d'odeur</p> <p>L'exploitant fait réaliser par un organisme compétent une mesure de débit d'odeur l'année suivant la publication du présent arrêté, puis tous les 3 ans. Cette périodicité pourra être modifiée par arrêté préfectoral en fonction d'éventuelles plaintes de riverains.</p>
<p>Constats :</p>

<p>Le contrôle a été réalisé en août 2024 par OLENTICA.</p> <p>Débit en odeur du site 110 M uo/h, valeur en baisse par rapport à l'étude précédente (144 M uo/h)</p> <p>Pas de détection d'ammoniac en sortie du biofiltre.</p> <p>La limite du centile 98 à 5 uoE /m³ est est quasiment circonscrite aux limites du site.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 5 : eaux de ruissellement

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/08/2012, article 4,3,1</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, bassins</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Référence réglementaire : AP du 2 août 2012 modifié</p> <p>art 4.3.1 Identification et collecte des effluents</p> <p>Les eaux de ruissellement (eaux pluviales et lixiviats) de la plateforme de compostage et des voiries sont dirigés vers deux bassins de stockage situés à chaque extrémité de la plateforme. Ces eaux sont utilisées pour l'arrosage des andains.</p> <p>Deux bassins pompier d'une capacité totale de 900 m³ recueillent les eaux claires, en provenance de la toiture, utilisées sur le site. Un dispositif de surverse de la réserve incendie accueille le surplus des eaux de toiture.</p>
<p>Constats :</p> <p>Un bassin "réserve pompier" de 1 200 m³ assure la réserve d'eau incendie utilisable par les services du SDIS.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 6 : rétention eaux incendie

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/08/2012, article 4,3,3</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, bassins</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Référence réglementaire :</p> <p>Article 4.3.3. Entretien et conduite des installations de traitement</p> <p>Afin de recueillir les eaux d'extinction d'un éventuel incendie, les bassins 1 et 2 doivent être maintenus vides respectivement aux 3/4 et 2/3 à cet effet. Ils font l'objet d'une surveillance de leur étanchéité et de leur niveau de remplissage.</p> <p>Les bassins sont équipés d'un système d'aérateurs par brassage.</p> <p>Article 7.5.7. Pollution des milieux récepteurs</p> <p>Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées pour l'extinction d'un incendie, de manière que celles-ci soient récupérées et le cas échéant traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel. Le confinement des eaux d'extinction d'un incendie pourra être réalisé par les deux bassins de stockage des lixiviats. Ce volume est évalué à 900 m³.</p> <p>Toute mesure sera prise pour éviter une infiltration dans le sol de ces eaux d'extinction d'incendie.</p> <p>Les bassins de lixiviats présentent les caractéristiques suivantes :</p> <p>Bassin n° 1 à l'angle sud-est, capacité de 1 512 m³,</p>

Bassin n° 2 à l'angle nord ouest, capacité de 1 722 m ³
Constats : Le jour de l'inspection, les bassins de lixiviats sont partiellement remplis et peuvent ainsi assurer leur rôle de rétention.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : sécurité électrique

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/08/2012, article 7,2,3
Thème(s) : Risques accidentels, vérifications
Prescription contrôlée : Référence réglementaire : Article 7.2.3. Installations électriques Une vérification de l'ensemble de l'installation électrique est effectuée au minimum une fois par an par un organisme compétent qui mentionnera très explicitement les déficiences relevées dans son rapport. L'exploitant conservera une trace écrite des éventuelles mesures correctives prises.
Constats : La dernière vérification périodique effectuée par DEKRA date du 24 octobre 2024 : pas de non-conformité et une observation.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : sécurité incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/08/2012, article 7,3,2
Thème(s) : Risques accidentels, vérifications
Prescription contrôlée : Article 7.3.4. Vérifications périodiques L'exploitant doit s'assurer d'une bonne maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie . Ceux-ci font l'objet de vérifications au minimum annuelles.
Constats : Contrôle des extincteurs effectué en novembre 2024 par RPI (Rouer Protection Incendie).
Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : moyens de lutte incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/08/2012, article 7,5,2,1
Thème(s) : Risques accidentels, bassins
Prescription contrôlée : Article 7.5.2.1. Moyens externes d'extinction L'établissement doit être doté de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, répartis en fonction de la localisation de ceux-ci et conformes aux normes en vigueur ; il dispose d'une réserve en eaux d'extinction d'un incendie de 900 m ³ . • Chaque réserve d'eau constituant ces 900 m ³ sera munie de 2 aires d'aspiration de 8 m x 4 m,

<ul style="list-style-type: none"> • Ce point d'eau doit être signalé, clôturé et muni d'un portillon d'accès ; il devra être curé périodiquement, • La hauteur d'aspiration doit être inférieure à 6 m, • Le volume d'eau contenu dans cette réserve doit être constant en toute saison. <p>Article 7.5.2.1. Moyens internes d'extinction</p> <p>Les installations doivent être dotées de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, répartis en fonction de la localisation de ceux-ci et conformes aux normes en vigueur, comportant a minima des extincteurs présents dans les locaux et dans les véhicules.</p> <p>L'exploitant dispose également d'une tonne à lisier de 14 m³ attelée sur un tracteur agricole et équipée d'un canon à eau hydraulique dirigeable depuis la cabine du tracteur.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le bassin réserve incendie de 1 200 m³ est rempli.</p> <p>La tonne à lisier est mobilisable si besoin.</p> <p>L'exploitant devra mettre en place les deux aires de pompage de 8 m x 4 m, après la validation des services du SDIS des caractéristiques des plates-formes (emplacement notamment). Cette action corrective devra être réalisée sous un délai n'excédant pas 2 mois.</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant</p>

N° 10 : entrants

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/08/2012, article 8,2,2
Thème(s) : Risques accidentels, contrôle des entrants
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Référence réglementaire : AP du 2 août 2012 modifié art 8.2.2 Contrôle à l'arrivée</p> <p>Des contrôles sont effectués à l'arrivée des matières ou des déchets entrants : pesée préalable et contrôle visuel.</p> <p>Ces contrôles visent à vérifier la conformité au dossier administratif : validité de l'information préalable, quantité, nature, etc</p>
<p>Constats :</p> <p>Contrôle visuel au vidage. La majorité des apports est faite par un transporteur de la société Ecovert Boilon. Les chauffeurs sont formés pour surveiller les chargements.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 11 : conditions de stockage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/08/2012, article 8,3,3
Thème(s) : Risques accidentels, caractéristiques dimensionnelles des andains
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Référence réglementaire : AP du 2 août 2012 modifié art 8.3.3 Conditions de stockage</p>

<p>Le stockage des matières premières et des composts doit se faire de manière séparée, par nature de produits, sur les aires identifiées réservées à cet effet.</p> <p>Tout stockage extérieur, même temporaire, de matières pulvérulentes, très odorantes ou fortement évolutives est interdit.</p> <p>La hauteur maximale des stocks extérieurs est limitée en permanence à 3 mètres. Pour les stockages sous bâtiments, cette hauteur pourra être supérieure sans toutefois dépasser la valeur d'un mètre sous toiture. La même contrainte s'applique pour la hauteur des andains.</p> <p>Une voie de circulation de 3 mètres sera aménagée entre les tas, de manière à permettre l'accès des véhicules de secours incendie.</p> <p>La surface de l'aire de maturation sera divisée en îlots ne dépassant pas 1 500 m² séparés par un espace libre de 5 m.</p> <p>Les abords du site seront débroussaillés sur au moins 10 m.</p> <p>La durée d'entreposage sur le site des composts produits est inférieure à 24 mois.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le jour de l'inspection, les andains de matières et compost ne se sont pas suffisamment sectorisés. L'exploitant devra prendre les dispositions organisationnelles et techniques pour mettre en place un îlotage plus espacé (minimum 3m entre les tas).</p> <p>L'exploitant a demandé un délai de 6 mois pour pouvoir revenir à une situation conforme.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective, demande de justificatif</p>
<p>Proposition de délais : 6 mois</p>

N° 12 : biofiltre

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/08/2012, article 8,3,7</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, vérification</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Référence réglementaire : AP du 2 août 2012 modifié</p> <p>art 8.3.7 : Système d'aération forcée</p> <p>Le système d'aération forcée est maintenu en bon état de fonctionnement, l'efficacité du biofiltre sera contrôlée tous les 3 ans.</p>
<p>Constats :</p> <p>La caractérisation des émissions d'odeurs et chimique du bio filtre de la plateforme a été effectué en août 2024. Les concentrations en H₂S (hydrogène sulfuré) et NH₃ (ammoniac) mesurées en sortie du bio filtre sont conformes à l'arrêté du 22 avril 2008 (article 25) fixant les règles techniques auxquelles doivent satisfaire les installations de compostage soumises à autorisation en application du titre Ier du livre V du code de l'environnement.</p> <p>D'après le bureau d'études, le biofiltre avec moins de 5 % des émissions apparaît modeste au regard de 2021, ou il approchait les 30 %. Ce point peut s'expliquer par la diminution concomitante du débit volumique et de la charge traitée par le biofiltre. L'exploitant a prévu une réfection du système de traitement à échéance 9 mois.</p> <p>Les services de la DREAL, demande à l'exploitant de mettre en place un plan d'actions pour améliorer le fonctionnement du biofiltre</p> <ul style="list-style-type: none"> - réaliser un diagnostic du fonctionnement du biofiltre sous 3 mois

- définir un plan d'actions d'amélioration - mettre en conformité sous 6 mois
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 13 : bilan annuel

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/08/2012, article 8,3,6
Thème(s) : Risques accidentels, bilan périodique
Prescription contrôlée : Référence réglementaire : AP du 2 août 2012 modifié art 9.3.2 : Bilan périodique L'exploitant adresse à l'inspection des installations classées, au cours du premier trimestre de chaque année, un bilan annuel portant sur l'année précédente et indiquant : le bilan des entrants et sortants, ainsi que des refus de tri, mentionnés à l'article 2.1.3 du présent arrêté, les conclusions des mesures de débit d'odeur et de la mise en place de l'observatoire des odeurs, les conclusions des contrôles sonores réalisés, les conclusions des contrôles des eaux souterraines, le bilan annuel des incidents et accidents survenus sur le site, le cas échéant des propositions et engagement d'amélioration dans la gestion des installations et la prévention des risques.
Constats : Le bilan annuel 2023, daté de mars 2024 a été transmis à la Dreal. Un total de 40 000 tonnes de déchets a été traité sur la plate-forme.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 14 : stockage de bois

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/08/2012, article 1,2,1
Thème(s) : Risques accidentels, quantité présente sur site
Prescription contrôlée : Rubrique 2714, à déclaration seuil maxi de 1 000 m ³
Constats : Un hangar ajouré abrite du bois de catégorie B. Le site est à déclaration pour la rubrique 2714 avec un seuil de 1 000 m ³ . En première approche, le stock de bois est supérieur au seuil des 1 000 m ³ . En séance, l'exploitant explique que cette situation est ponctuelle et ne doit pas s'inscrire dans la durée. Le bois a été stocké sous le hangar, pour être mis à couvert (humidité). A échéance 6 mois, une réorganisation (autres sites concernés) doit permettre de régulariser la situation.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 6 mois

N° 15 : Evolution de l'installation - Régularisation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/08/2012, article 1,5,1
Thème(s) : Risques accidentels, porter à connaissance
Prescription contrôlée : Toute modification apportée par le demandeur aux installations, à leur mode d'utilisation ou à leur voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, est portée avant sa réalisation à la connaissance du Préfet avec tous les éléments d'appréciation, en application de l'article R 512-33 du Code de l'Environnement.
Constats : l'exploitant devra transmettre un dossier porter à connaissance de régularisation concernant le stockage de compost à l'entrée du site et la création d'un hangar ajouré qui stocke actuellement le bois. Le stockage de compost correspond à la rubrique 2171 « Fumiers, engrais et supports de culture (dépôts de) renfermant des matières organiques et n'étant pas l'annexe d'une exploitation agricole « pour un volume de 10 000 m ³ ». La zone en question appartient bien à la parcelle ZL 01, parcelle 188. Le plan du site mentionné dans l'AP du 12 août 2012 ne précise pas ce secteur. L'exploitant devra prendre les dispositions organisationnelles et administratives pour régulariser la situation (dossier de porter à connaissance ou mise en conformité au regard des prescriptions de son arrêté).
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 6 mois